

14 novembre 2017 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Transcription du discours du Président de la République sur le thème politique de la ville

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI.

Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Députés et les Sénateurs,

Monsieur le Président du Conseil régional, cher Xavier,

Monsieur le Président du Conseil départemental,

Monsieur le Président de la Métropole de Lille,

Messieurs les Maires,

Monsieur le Maire de Roubaix, merci pour votre accueil et merci pour celles et ceux qui nous accueillent aujourd'hui dans ce lieu formidable d'innovation et d'ambition.

Monsieur le Maire de Tourcoing,

Monsieur le maire de Wattlelos, merci pour ce périple partagé ce matin.

Monsieur le Préfet,

Mesdames et Messieurs les acteurs de la politique de la ville,

Mesdames et Messieurs.

Je vais vous dire combien depuis 24h quasiment maintenant je suis heureux d'être avec plusieurs d'entre vous, à Clichy, hier, à Roubaix, hier soir, à Tourcoing, ce matin, à nouveau, à Roubaix maintenant, pour partager un peu de cette ambition commune, de ce qu'il est convenu d'appeler la politique de la ville. Cela fait 40 ans de politique de la ville. 40 années de combats, de mobilisations, 40 années de passions et je parle avec beaucoup d'humilité devant des femmes et des hommes qui ont passé des décennies de leur vie à se battre dans les Hauts-de-France ou dans d'autres territoires de notre pays pour cette politique.

Il y a eu des formidables succès, les plans de rénovation urbaine en sont un, cher Jean-Louis [Borloo]. Il y a eu des territoires qui se sont transformés, et puis, il y a eu aussi des échecs, des coups d'arrêt, des moments de doute, des incertitudes, il y a une pauvreté, une exclusion sociale qui est toujours présente, il y a cette terre de contrastes qui fait notre pays aujourd'hui, et nous l'avons vu à Clichy ensemble hier, nous le revoyons, là, où les défis profonds de la politique de la ville viennent se frotter avec des promesses formidables d'innovation et d'ambition économique comme ce lieu.

Et je dois dire que la constance que les acteurs de la politique de la ville ont eue durant toutes ces décennies, que vous avez eue en tant qu'élus, responsables d'associations, bénévoles, entreprises, dirigeants, services de l'Etat, l'enthousiasme que j'ai vu sur le terrain et que je n'ai jamais cessé de voir, et les traces, les preuves d'innovation qu'il y a partout dans nos territoires, y compris les plus en difficulté, me rendent optimisme, mais à une condition, c'est que nous arrivions à déclencher la mobilisation générale qui répond au défi immense qui est le nôtre.

Ce défi immense de la politique de la ville, c'est celui en quelque sorte de territoires qui ont concentré toutes les difficultés, les difficultés de l'enclavement géographique, nous étions ce matin à la Bourgogne, à Tourcoing, et nous avons vu ce territoire bloqué entre des lignes naturelles qui l'empêchent de se développer, de s'ouvrir, de communiquer, mais ce sont des difficultés qui se sont mariées avec les chocs, les transitions économiques de la mondialisation, qui a fracassé profondément certains territoires, et fait que le chômage de masse s'y est installé, depuis parfois plusieurs décennies, et que nous n'avons pas su relever ces défis en reconstruisant, de manière rapide, un véritable avenir pour les habitants des territoires qui avaient été alors fracassés.

Et bien souvent, nous ajoutons à ces territoires en difficulté des difficultés supplémentaires en y concentrant les personnes en situation de grandes difficultés, les primo-arrivants, comme on les appelle, ou celles et ceux qui sont éligibles à ce qu'on appelle aussi le DALO. On le voit bien, il y a des territoires de la République où on a, en quelque sorte, concentré toutes les difficultés, celles-ci se sont d'autant plus accrues que depuis plusieurs décennies, nous avons des fractures au sein de notre territoire, qui sont liées à la transformation économique et sociale que nous vivons, qui est liée à cette mondialisation galopante et à la métropolisation. La métropolisation, c'est une chance, c'est une transformation qu'on voit partout dans le monde, mais c'est aussi un défi parce que ces centres productifs et de réussite ont dans leur sein des quartiers en profonde difficulté, où la densité est celle de métropoles, où les conflits d'usage sont ceux de la métropole, où les difficultés de mobilité, de concentration sont celles d'une métropole, mais qui n'ont pas les morceaux de richesses qu'il y a dans le cœur métropolitain. Et donc le défi qui est le nôtre est aussi de réussir à faire rayonner ces métropoles, à répartir mieux la richesse, à ce que cette responsabilité des métropoles puisse pleinement agir et rayonner sur tout le territoire métropolitain, et non pas accélérer les inégalités et les fractures que nous voyons poindre.

Mais parce que, aussi, toute la société française s'est, depuis la fin des Trente Glorieuses

mais parce que, aussi, toute la société française s'est, depuis la fin des Trente Glorieuses, enfermée dans un modèle de plus en plus statutaire. La mobilité économique et sociale qui allait avec la promesse républicaine est de moins en moins vraie, aujourd'hui, on est plus déterminé par sa famille, par le quartier où on est né qu'il y a trente ans pour accéder à une grande école ou un poste à responsabilité dans l'entreprise. Parce que les difficultés que nous avons connues depuis trente ans ont conduit à créer ce que j'ai souvent appelé une société de statut, où le déterminisme social est plus fort, et où l'assignation à résidence est aussi devenue plus grande.

Et donc si nous ne faisons rien, ou si nous continuons à avoir des politiques qui seraient en quelque sorte spécifiquement dédiées à des quartiers, parce qu'ils sont définis comme étant en difficulté, pour toute éternité, ou spécifiquement dédiées à des personnes, parce qu'elles seraient condamnées à ces difficultés, nous resterons dans cette société statutaire où la réussite est pour une aristocratie économique, qui aurait seule droit à l'innovation, à l'excellence des compétences, et où il y aurait toute une autre partie de notre société qui, elle, aurait le droit, en quelque sorte, à des dispositifs aidés ou à la subvention publique.

C'est l'ensemble de ces défis qui sont concentrés dans ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la politique de la ville, dans nos quartiers les plus en difficulté, alors pour répondre à ces défis, vous ayant entendu, ayant entendu l'appel dit de Grigny, que plusieurs d'entre vous ont initié ou contribué à signer, mais ayant entendu aussi depuis plusieurs mois vos voix sur le terrain, je voudrais partager quelques convictions, non pas vous imposer toute une série de solutions, d'instruments, d'outils, quelques convictions profondes, la première, c'est que l'Etat ne sait pas tout.

Et que, bien souvent, la difficulté, que vous, acteurs de terrain, vous avez perçue sur ces sujets, que vous vivez, que, d'ailleurs, tous les élus du territoire m'ont aussi redit hier, c'est qu'il y a besoin de co-construire ces solutions. Et donc de les préparer, de les discuter, d'y travailler, de les construire avec les élus, l'ensemble des collectivités territoriales, mais de le faire aussi avec les habitants qui, depuis plusieurs années, se sont mobilisés dans les comités de quartiers, dans les conseils citoyens, dans toutes ces associations qui font ces points de maille, en quelque sorte, sur le terrain, et font parfois que, lorsque tout est abandonné, ça ne craque pas.

Et donc ça n'est pas une politique spécifique avec des outils que je suis venu vous présenter aujourd'hui, c'est une première conviction qui est de dire : nous allons la co-construire, parce que je ne vous parle pas comme à des citoyens de seconde zone, à qui il faudrait donner une

politique dédiée, parce qu'ils n'auraient pas le droit au reste. Mais parce que l'idée que je me suis toujours faite des quartiers les plus en difficulté et de celles et ceux qui habitent les villes les plus pauvres, les plus blessées et les plus meurtries de notre territoire, c'est que ce sont des enfants de la République.

C'est qu'ils ont droit à la même réussite que les autres, c'est qu'ils ne me demandent pas d'ailleurs de l'aide, des subventions, des contrats de seconde zone, des dispositifs spécifiques, ils veulent qu'on leur apporte la possibilité d'accéder à la même chose que les autres. La deuxième conviction, c'est que, on réussira quand il n'y aura plus ce mot de politique de la ville, mais une ambition de toutes nos politiques publiques qui se déclinent dans les quartiers les plus en difficulté, et c'est pourquoi la responsabilité est immense des ministres, ici, qui m'accompagnent qui ont la charge de cette stratégie, mais c'est tout le gouvernement qui doit être mobilisé, parce que quand l'école n'est pas au rendez-vous, quand la République et toutes ces politiques publiques ne sont pas au rendez-vous, il n'y a pas de vrai redressement moral, indispensable pour les quartiers les plus en difficulté.

Et puis, je voudrais aussi tordre le cou à une idée qui en ce moment fait fureur, c'est qu'il y aurait en quelque sorte une politique économique ambitieuse pour les gens qui réussissent, et puis, que quand on vient dans les quartiers en difficulté, on viendrait parler d'une politique sociale, parce que les gens des quartiers n'auraient pas droit à la politique économique. Je ne sais pas ce que ça veut dire, moi, avoir une politique pour les riches, je sais simplement que quand il n'y a pas une économie qui tire tout le pays en avant, quand il n'y a pas des entrepreneurs qui réussissent, quand il n'y a pas des gens qui réinvestissent dans l'économie, les quartiers les plus en difficulté ne se portent pas bien.

Et quand on incite les gens à aller plus loin, mais à le faire en réinvestissant sur le territoire, en réinvestissant dans leurs entreprises, en ayant une vraie responsabilité sociale et économique, ce qui est le cœur du projet du gouvernement, de la politique aujourd'hui conduite, pas une politique pour quelques-uns, et on ne viendrait pas faire, là, un virage pour quelques autres, c'est en effet cette cordée dont j'ai parlé, mais c'est aussi le fait que la simplification, l'accélération de nos procédures, une politique favorable à l'entrepreneuriat, à la mobilité économique, une politique d'ambition pour les entrepreneurs et les entreprises, elle doit aussi tirer tous ces quartiers en difficulté.

Et elle est ce qui permet aussi de financer une politique sociale, parce qu'il n'y a aucune politique sociale qui ne puisse tenir, il n'y a aucun investissement public dans les personnes qui ne puisse tenir s'il n'y a pas une réussite économique à la clé qui la porte, qui permette de

la financer, et le lieu où nous nous trouvons en est le formidable symbole, qui a permis la réussite dans un quartier en difficulté d'une formidable entreprise de jeux vidéo et d'innovation, et qui a aussi incité, par l'esprit de responsabilité, ces mêmes acteurs à réinvestir sur le terrain et à en tirer d'autres ; c'est donc une politique d'ensemble, la cohérence d'une ambition pour le pays que je suis venu, ici, exprimer.

Il n'y a pas des citoyens de seconde zone qui auraient l'exclusivité d'une politique sociale ou à qui il faudrait simplement parler en termes de dépenses publiques, il y a partout dans notre pays une société à mettre en mouvement pour la faire réussir, et quand la mobilité économique et sociale est bloquée, les premières victimes, ce sont celles et ceux qui vivent dans les quartiers en difficulté, quand l'école ne marche plus, les gens qui ont les moyens sortent leurs enfants de l'école de la République, ils vont les mettre ailleurs, quand le marché du travail ne fonctionne plus, les premières victimes, ce sont les moins bien formés, ce sont les plus jeunes. Donc ne vous y trompez pas, œuvrer pour une économie plus forte, pour plus de mobilité, c'est œuvrer, d'abord et avant tout, pour celles et ceux qui sont le plus en difficulté, parce que ce sont les premières victimes de nos échecs.

Au total, vous l'avez compris, ce que je crois de la politique de la ville, ce que je suis venu aujourd'hui vous dire, vous ayant entendu, c'est que c'est une mobilisation de toute la nation qui seule peut répondre au défi immense que je viens d'évoquer, cette mobilisation nationale pour les villes et pour les quartiers, elle doit être celle du gouvernement, des collectivités territoriales, des associations, des entreprises, des intellectuels, c'est celle-ci que je veux aujourd'hui, avec vous, déclencher, avec un plan de bataille clair, avec une mobilisation pleine et entière.

Aujourd'hui, nous ne pouvons pas accepter que plus de 40 % des habitants de nos quartiers soient sous le seuil de pauvreté, que le taux de chômage soit près de trois fois supérieur aux autres territoires, que moins de la moitié des femmes soient en activité et, lorsqu'elles le sont, dans des emplois fragmentés, précaires, que les enfants de ces quartiers aient une réussite au brevet des collèges de huit points inférieure à celle de leurs homologues de la ville voisine, que les quartiers politiques de la ville comptent deux fois moins de médecins que leurs ville d'appartenance, que les quartiers politique de la ville comptent près de cinq fois moins de crèches, sans parler des bureaux de Poste qui ont fermé, des transports qui tardent à arriver, des bibliothèques aux horaires inadaptés.

Il y a donc une responsabilité immense de l'Etat pour y parvenir, de l'Etat, des élus de terrain accompagnés et des associations qu'il faut aussi porter. et je veux le faire dans deux grandes

accompagnés et des associations qui n'ont aucun pouvoir, et je veux le faire dans deux grandes directions.

La première, c'est de ramener le droit commun dans les quartiers, afin que chacun ait accès aux mêmes services, afin que nul n'ait le sentiment d'avoir été abandonné par la République et puisse le lui reprocher. Et donc le socle premier, la base, c'est de redonner ce que Simone WEIL appelait l'effectivité des droits des citoyens dans les quartiers, quand on n'a plus accès à une bibliothèque publique, quand on n'a plus de bureau de Poste dans son quartier, quand l'école n'est plus au rendez-vous, la République ne peut pas être exigeante avec les enfants des quartiers qui y vivent. Je veux être exigeant avec chacune et chacun, et j'y reviendrai, mais donc on doit rétablir ce socle minimal qui a parfois été abandonné, ça veut dire aussi savoir le mesurer, le suivre, l'évaluer et être transparent, y compris sur nos propres échecs aujourd'hui. Et puis, le deuxième axe, c'est l'émancipation des habitants, on a depuis très longtemps une priorité qui a été d'avoir une politique territorialisée, de s'occuper justement des quartiers, des espaces et il ne faut pas abandonner cela, ici, on ne serait sans doute pas là pour en parler s'il n'y avait pas une zone franche urbaine qui a permis aux activités de se déployer. Il faut continuer cette politique, mais on a oublié qu'il y avait des gens, et les gens, ils veulent pouvoir bouger, ils veulent pouvoir évoluer dans la société, par l'école, par la réussite économique, sociale, par la mobilité physique, et c'est cette deuxième priorité, plus neuve quant à elle, que je veux aussi pouvoir poursuivre avec vous.

Les acteurs associatifs verront les crédits de la politique de la ville, qui financent leurs actions sanctuarisés pour tout le quinquennat, et j'ai demandé à ce que les préfets veillent à ce que les contrats aidés qui, en 2018, seront de 200.000 et seront maintenus à ce niveau, je me suis longuement exprimé tout au long de ces deux jours sur ce sujet, soient prioritairement affectés aux territoires les plus fragiles, aux acteurs associatifs et à l'ensemble des acteurs justement de ces politiques. Je veux aussi dire aux collectivités territoriales que les dotations spécifiques aux collectivités, ayant de nombreux quartiers populaires, seront maintenues, notamment la dotation politique de la ville, et la dotation de solidarité urbaine, elle sera même augmentée cette année à hauteur de 90 millions d'euros, et cela, avec, pour la première fois depuis sept ans, une politique de maintien durant le quinquennat des dotations aux collectivités territoriales.

C'est une politique de responsabilité partagée, nous allons rompre avec une politique où, année après année, on baissait les dotations de manière unilatérale, ce qui ne donnait plus de visibilité, ce qui avait pour conséquence d'avoir comme premières victimes les collectivités

qui étaient les plus en difficulté, pour passer à une politique de visibilité, de contrats : les 319 plus grandes collectivités négocieront un contrat avec l'Etat avec le maintien des dotations de fonctionnement, et dans le même temps, un engagement pour faire des économies intelligentes dans la durée pour pouvoir, ensemble, réussir justement à réduire notre dépense publique, notre endettement, parce que c'est ce que nous devons à la fois à nos jeunes et à nos enfants, mais le faire sans casser les politiques que nous conduisons, le faire sans que cet ordre vienne d'en haut, soit unilatéral, instable, négocié chaque année de manière différente. Cette visibilité quinquennale, avec un maintien des dotations, en particulier de la DGF pour tous, se mariera avec cette ambition pour la politique de la ville. Dès 2018, ce message sera clairement passé, avec un maintien de tous les engagements en faveur des communes particulièrement concernées par la politique de la ville. J'ai pris cet engagement hier, lorsque j'ai réuni à l'Elysée, avant ces déplacements, les acteurs des politiques de la ville : les évaluations sont en cours et les quelques collectivités qui perdraient seront compensées. Personne ne perdra, dans les communes concernées par la politique de la ville, le moindre crédit sur 2018.

Les difficultés économiques et sociales des collectivités territoriales, dont celles ayant une majorité de populations en quartiers politiques de la ville, seront prises en compte dans cette contractualisation sur la maîtrise des finances publiques que j'évoquais, et cette contractualisation doit être intelligente, prendre en compte les difficultés, portée par les régions et l'ambition économique d'apprentissage, par les départements, qui – je le sais – et c'est vrai en particulier pour le département du Nord, ont des difficultés avec le financement des dépenses sociales, comme par les communes qui auront à signer ces contrats.

Le premier socle, cette première priorité que j'évoquais, c'est donc l'effectivité des droits, c'est de remettre la République au cœur de nos quartiers, et la première mission, c'est bien évidemment la sécurité, c'est pour cela que sur les 10.000 créations d'emplois de policiers, de gendarmes du quinquennat, dont les deux tiers seront pris sur les deux prochaines années.

Nous concentrerons les efforts bien évidemment dans les quartiers les plus en difficulté, il n'est pas normal qu'une zone prioritaire, comme celle que vos deux communes partagent, ait vu diminuer ses effectifs de police. Cela sera donc compensé dès l'année prochaine par les choix qui sont faits, mais ce sont aussi dans ces quartiers les plus en difficulté que nous allons expérimenter la police de sécurité du quotidien, l'indispensable réponse justement aux problématiques que vous vivez.

Cette police de sécurité du quotidien, c'est celle qui permettra, entre les missions d'ordre

public et les missions d'intervention, légitimement conduites aujourd'hui et qui continueront à être déployées, qui permet une présence en continu au plus près du terrain de nos policiers, avec des stratégies et des solutions de sécurité négociées avec les élus, avec les associations de quartiers et qui répondent justement au sentiment d'insécurité et à la réalité connue par nos concitoyens. Depuis la disparition de la police de proximité, nous avons perdu cette capacité d'avoir une autre forme de présence policière qui rassure nos concitoyens et qui fait aussi que la relation entre la population et nos forces de police n'est plus la même ; elle se construit dans la durée, elle est aussi une forme d'accompagnement avec un rapport à l'autorité et à l'ordre de la République.

Plus de moyens, la police de sécurité du quotidien avec les premières expérimentations qui privilégieront ces quartiers, mais aussi des structures, les centres de loisirs jeunesse de la police nationale, qui accueilleront des jeunes de 9 à 17 ans en décrochage scolaire, ils bénéficieront d'un apprentissage des règles, pourront changer de regard justement sur la police et la nécessaire discipline civique à travers une éducation à la citoyenneté. Le réseau des délégués, cohésion, police, population formera aussi une autre structure, il se composera de policiers retraités, chargés de renforcer le lien entre la population, les acteurs de terrain et les services de police.

Nous associerons les conseils citoyens à l'élaboration du diagnostic par territoire, pour la mise en place de cette police de sécurité du quotidien, et l'objectif est qu'elle réponde pleinement à ce que vous vivez dans les quartiers les plus en difficulté. Cette transformation, cette réorganisation s'accompagnera aussi de vrais changements de notre politique pénale. Dans les quartiers les plus en difficulté, on le sait très bien, il y a aujourd'hui des délits dans la réponse n'est que pénale, la détention de stupéfiants, nous connaissons les nombreux actes qui sont recensés dans les quartiers les plus en difficulté, c'est totalement pénalisé, ça finit devant le juge, la réalité, dans près de 80 % des cas, ça finit après une procédure qui va durer parfois près de deux ans, en classement sans suite ou en rappel à la loi.

Mais, le lendemain, où celui qui détenait les stupéfiants est pris, il est sur le terrain, ce qui est démotivant pour les policiers, ce qui est désespérant pour les habitants qui ont assisté à la scène, et ce qui n'a aucune vertu, je dirais, éducative pour celui qui a commis cet acte, je veux qu'on puisse simplifier les choses, en ayant la possibilité donnée à nos forces de l'ordre de répondre par une amende immédiate et des procédures comparables à ce que l'on fait aujourd'hui pour les délits routiers, c'est beaucoup plus efficace, c'est beaucoup plus pragmatique. Et cela désengorgera les tribunaux qui aujourd'hui croulent sous des procédures

de moindre importance, là où la délinquance est déjà trop élevée.

Et je veux aussi qu'on donne à ces forces de police, à cette sécurité du quotidien, de nouveaux moyens, comme la possibilité, sous le contrôle du juge, d'éloigner du territoire pendant une période donnée des jeunes dont on sait qu'ils produisent des nuisances et rendent la vie des quartiers insupportable, aujourd'hui, s'ils ne sont pas pris en flagrant délit, des délinquants, lorsqu'ils agissent dans les quartiers ne sont pas arrêtés, il n'y a pas de réponse, ce qui est, là aussi, désespérant. Nous souhaitons qu'il puisse y avoir, et ça fait partie de la réforme justement pénale conduite par le ministre de l'Intérieur et la Garde des Sceaux, des dossiers qui puissent être constitués par nos forces de police soumettant, dans un délai de 48h, au juge la possibilité d'éloigner pour un temps donné du hall d'immeuble, de la zone identifiée, tel ou tel individu qui crée des troubles répétés sans qu'il ait pu être pris en flagrant délit.

Cette capacité de recréer le calme, de recréer l'ordre républicain dans nos quartiers est indispensable si on veut recréer la crédibilité de la République pour celles et ceux qui y vivent. Et donc, vous l'avez compris, la sécurité sera une des priorités sur tout le territoire, mais tout particulièrement dans les quartiers qui sont les plus en difficulté, là où on s'est parfois habitué à l'insécurité, là, où les défaillances, les petites défaillances du quotidien sont encore plus insupportables.

Il est évidemment un défi que nous devons aussi relever collectivement, parce qu'il mine la vie des quartiers, c'est celui de la radicalisation.

Ici, je veux être très direct avec vous et très simple, je ne confondrai jamais les quelques milliers de radicalisés et les millions d'habitants des quartiers populaires. Ne tombons pas dans le piège, dès qu'on parle des quartiers, dès qu'on parle de la politique de la ville, de dire : il y a une priorité, c'est la lutte contre la radicalisation ou l'islam radical, parce qu'à ce moment-là, on méconnaît la réalité profonde des millions d'habitants qui y vivent et la grande complexité de ces territoires, mais on ne peut pas non plus ne pas en parler, parce que dans nombre de ces territoires en difficulté, la radicalisation s'est installée, et a touché plusieurs milliers de nos jeunes ou de nos moins jeunes. Et elle doit nous conduire aussi à nous remettre en question, de manière indispensable, parce que ceux qu'on appelle les radicalisés, ils sont nés sur le sol de la République, ils ont grandi dans notre République, ils ont été à l'école de la République.

Et ils sont parfois partis combattre aux côtés de Daesh pour tuer nos enfants, ils sont prêts à

commettre le pire sur le sol de la République. J'étais hier interpellé chez vous, par une jeune fille qui parlait à Roubaix d'une camarade de classe qu'elle avait, qui était partie en Syrie, avec l'émotion qu'on peut avoir à l'égard d'une personne avec qui on a grandi, mais la question, c'est : comment cette jeune fille, que nous avons face à nous, a réussi à intégrer l'école de journalisme et est promise à une carrière – je l'espère – glorieuse, et comment sa camarade de classe se retrouve dans les rangs de Daesh, en Syrie. C'est aussi une part de notre responsabilité.

Cette radicalisation, elle s'est installée parce que la République a démissionné, et parce que nous avons laissé, dans de trop nombreuses communes, dans de trop nombreux quartiers, des représentants d'une religion – transfigurée, déformée, qui porte la haine et le repli – apporter des solutions que la République n'apportait plus. Parce que nous avons, dans des quartiers, fermé des écoles, supprimé de l'aide pour les plus âgés ou les plus jeunes, et que des associations sont arrivées, qui ont proposé des solutions pour tout cela, avec un visage enchanteur, mais elles ont proposé à chaque fois en même temps de sortir nos concitoyens de la République et de l'histoire républicaine.

Et elles ont promis à nos concitoyens sur nos territoires d'être plus efficaces que la République, de dire : je vais m'occuper de vos enfants, moi, je vais les éduquer, je vais m'occuper de vos parents, j'irai faire les courses, je les ramènerai à la maison. Je vais proposer l'entraide que la République ne vous offre plus. Je vais même vous faire rêver, là où la République ne parle plus de vous qu'avec commisération. C'est cela ce qu'ont fait les associations salafistes, les associations qui ont porté la radicalisation d'un islam, et qui ont profondément fracturé nos quartiers, elles les ont fracturés parce qu'elles ont sorti certains de nos concitoyens de la République, et parce qu'elles sont en train d'essayer de fracturer, en voulant nous faire croire que tous nos concitoyens, qui croient dans une religion qu'est l'islam, seraient sortis de la République, ce qui est faux.

Le combat que nous devons, ici, conduire, c'est évidemment de restaurer la République dans toutes ses composantes, et je ne peux pas demander à un jeune de croire dans la République quand elle n'est pas à la hauteur, mais c'est de ne céder aucun pouce du territoire républicain à ceux qui proposent de sortir de la République, parce qu'à ce moment-là, ils se mettent en travers de nos lois, de nos principes, de notre civilité, de ce qui est les règles de notre vie ensemble, et donc l'action que nous mènerons sera – vous l'avez compris – dans tous nos quartiers, de rétablir chacun des pans de nos politiques, mais dans le même temps, pour répondre à cette radicalisation, d'avoir dans les quelques dizaines de quartiers où elle s'est

concentrée, une politique profondément exigeante, rigoureuse, et parfois autoritaire, et je l'assume, de fermetures des structures inacceptables, de rétablissement des comportements républicains.

On ne rend pas service à nos concitoyens quand on accepte que la République ait démissionné sur tout, y compris sur les règles de base de notre vie ensemble. C'est pourquoi d'ici au début de l'année prochaine, une quinzaine de plans de lutte contre la radicalisation et d'activation d'une politique de déradicalisation seront non seulement présentés par le ministère de l'Intérieur et l'ensemble des ministères compétents, négociés avec les élus, avec des moyens supplémentaires, des fermetures de structures et une action résolue sur le terrain.

Donner accès à la République, c'est aussi garantir la dignité de chacun. Et c'est donc – comme je vous le disais – être au rendez-vous de ce que la République doit à chacune et chacun, et c'est d'abord la lutte contre la pauvreté. Quand nos concitoyens n'ont pas les moyens de subvenir à leur quotidien, comment donc croiraient-ils encore à la République ?

Lutter contre la pauvreté qui se concentre dans certains territoires, dans certains quartiers, c'est le sens même de la concertation lancée le 17 octobre dernier autour de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes. Et dans les quartiers, cette pauvreté, elle a un visage, ou plutôt deux visages, souvent, celui de femmes seules, et le visage de leurs enfants. C'est ça le scandale de la pauvreté contemporaine qui s'est concentrée, et bien concentrée dans nos quartiers les plus en difficulté. C'est pourquoi nous aurons, sur ce sujet, des réponses concrètes. Dès le budget 2018, une réponse forte, pragmatique, a été portée, dont je n'entends que trop peu parler, donc il faut la colporter, parce qu'elle concerne le quotidien de chacune et chacun.

C'est une majoration de 30 % du complément de mode de garde pour les familles monoparentales. Ce qui veut dire que pour une femme, seule, puisque c'est malheureusement, bien souvent, des femmes qui sont dans cette situation, qui élèvent ses enfants, ce sera un complément de 138 euros par mois. 138 euros par mois, mais là encore, il faudra aller plus loin, intervenir sur les dispositifs de Petite Enfance, qui est une urgence, et nous sommes, là, typiquement, face à un cercle vicieux que nous avons laissé s'installer, nous avons supprimé des systèmes de gardes d'enfants dans les quartiers, alors que c'est là que sévit cette pauvreté des femmes ayant charge de famille.

Des milliers de femmes avec des enfants se retrouvent dans la plus grande difficulté, parce que même si elles pouvaient reprendre un travail, elles n'auraient pas de quoi faire garder leur enfant. 5 % des enfants issus de familles défavorisées ont une place en crèche, 5 %, quand

c'est plus de 20 % pour les enfants issus de familles favorisées, et je ne parle là que des crèches, parce que les enfants de familles favorisées ont bien souvent en plus la garde à domicile, qui est une très bonne solution, que nous continuerons à développer, mais dont l'injustice s'est, sur ce sujet, profondément installée. Voilà un cas où le retour de l'Etat est une nécessité absolue, parce que son retrait a créé des situations dramatiques. Un plan d'action dédié à la construction de crèches dans les quartiers de la politique de la ville sera mis en place, et je souhaite que les programmes ANRU dans ces quartiers intègrent systématiquement la question de la Petite Enfance.

Le retour de l'Etat, c'est aussi celui nécessaire pour les politiques de santé. Le Premier ministre et la ministre de la Santé ont annoncé la mise en œuvre de cet engagement d'un doublement des maisons de santé, c'est évidemment aussi dans les quartiers politiques de la ville que cela se fera, parce que les déserts médicaux sont dans la très grande ruralité et dans les périphéries métropolitaines. Là où il manque des services de santé, ce sont dans les quartiers les plus difficiles des grandes métropoles aussi, et donc ces maisons de santé qui permettent de faire réinstaller des professionnels avec, à chaque fois, des réponses adaptées qui doivent se faire en concertation avec les élus de terrain, avec aussi les professionnels de santé, seront apportées ; il s'agit de proposer aussi aux étudiants, se destinant aux professions sanitaires, d'avoir une aide à l'installation, prise très en amont, et de développer, partout dans ces quartiers, la politique de prévention dont nous avons fait une priorité, avec, en particulier, le trimestre dédié à cela dans l'ensemble des professions sanitaires.

Il est une autre mission que le retour de l'Etat se doit de prendre à bras-le-corps, c'est celle de réduire, de manière volontariste, les discriminations qui frappent les quartiers sous plusieurs formes, il n'y a pas un déplacement qu'on fait dans nos quartiers, et pour vous, pas une journée de votre quotidien qui ne puisse exister sans que vous soyez pris à partie par des jeunes ou des moins jeunes qui vous disent : j'ai tout fait, j'ai fait des études comme on m'a dit, j'ai postulé, et on ne répond jamais à mes curriculum vitae, et à mes lettres.

Beaucoup de travail a été fait sur ces sujets, et je salue la présence du ministre KANNER, qui avait beaucoup fait sur ce sujet lorsqu'il était Ministre de la Ville, pour essayer justement ces dispositifs de CV anonymes, on sait les limites de ces pratiques qui, à un moment, avaient été tentées. La clef, la réponse la plus efficace, c'est de lutter pied à pied et de pénaliser la discrimination. Nous avons une Inspection du travail, nous avons le droit de lui donner des priorités, le président de la région, Xavier BERTRAND le sait bien, qui a eu la responsabilité de cette administration, nous lui donnerons quelques priorités claires qui correspondent aux

de cette administration, nous lui donnerons quelques priorités claires qui correspondent aux objectifs du gouvernement : la lutte contre le travail détaché illégal, la lutte contre les inégalités salariales femmes-hommes, et la lutte contre les discriminations à l'embauche.

Je veux que dans le travail de l'Inspection du travail, il y ait justement des enquêtes spécifiques pour aller chercher les employeurs qui, et c'est parfaitement traçable, parfaitement vérifiable, cela été conduit à travers plusieurs opérations dites de testing, puissent traquer ceux qui ne respectent pas ce qui est dans la loi, ce qui est dans notre code du travail, qui interdit la discrimination à l'embauche comme à la promotion, puissent pénaliser les entreprises qui ont recours à ces pratiques et que nous rendions publiques les entreprises les plus délinquantes en la matière.

En d'autres temps, j'ai eu à le faire sur la politique des délais de paiement. Je peux vous dire que rendre publiques les choses et nommer les entreprises qui, dans une région, ont les pires pratiques, c'est extrêmement efficace, parce que, généralement, le mois suivant, la même entreprise n'y revient pas. Et donc, nous allons renforcer les moyens pour lutter contre ces discriminations à l'embauche, renforcer les moyens de l'Inspection du travail pour les mettre sur cette priorité et avoir une politique assumée justement pour rendre publiques et stigmatiser les entreprises qui pratiquent ainsi, mais c'est une mobilisation aussi de l'Etat, des collectivités territoriales, pour répondre à ces discriminations par une politique volontariste d'embauche de jeunes qui ont leur diplôme, qui ont toutes les qualifications et qui viennent des quartiers les plus en difficulté.

Le président de la région a proposé que les collectivités territoriales, la Fonction publique territoriale puissent avoir recours justement à l'apprentissage pour embaucher, je souhaite que l'Etat puisse aussi le faire, c'est une très bonne initiative, généralisons-là, mais on peut la cibler sur les quartiers qui sont les plus en difficulté, pour faire justement œuvre de compensation et pour pouvoir être justement en situation de répondre à une exigence légitime de nos jeunes en la matière. Un grand plan de formation des dirigeants publics et privés à la lutte contre les discriminations sera donc aussi lancé pour faire évoluer les mentalités et les pratiques, la lutte contre les discriminations nécessitera la mobilisation de tout le tissu associatif.

Et un appel à projets nationaux et des appels à projets locaux seront lancés pour profiter de l'expérience et de la compétence du tissu associatif. Nous l'avons vu hier avec plusieurs associations, réunies à Roubaix, le travail est là sur le terrain, mais il n'attend qu'une chose, c'est justement être porté à l'échelle, démultiplié et être accompagné d'une détermination forte

de l'ensemble du gouvernement, pour être intraitable à l'égard de ceux qui continuent à avoir des pratiques inacceptables, et accompagner tous ceux qui font le pari de la compétence et de la formation. Nous devons aussi franchir le pas des politiques justement qui permettent d'aller au-delà de ce que sont parfois certaines frontières mentales ou psychologiques, les discriminations existent parce qu'il y a aussi une autocensure qui s'est installée chez beaucoup de nos jeunes, on le sait bien, les populations défavorisées ont parfois le sentiment qu'elle n'y arriveront pas, que les portes sont closes, que ce n'est pas pour nous, comme on le dit trop souvent. Il y a, là, une vraie volonté à mettre en œuvre un vrai travail, et j'y reviendrai dans quelques instants, sur l'orientation, l'accompagnement des jeunes dès le collège et le lycée pour lutter contre ces discriminations qui sont aussi parfois dans les esprits.

Tous ces efforts de la puissance publique doivent cependant s'inscrire dans un cadre de vie repensé, et c'est pour ça que le retour de l'Etat, c'est aussi celui de ce qui avait été voulu, il y a un peu plus de dix ans, parce qu'on avait appelé le plan Borloo, pardon, cher Jean-Louis, de cette interpellation, et qui avait conduit justement à accélérer, à rendre massive la rénovation urbaine indispensable, seul l'Etat, en lien avec les collectivités et les associations, peut porter une telle ambition et la porter sur cette première génération.

C'est indispensable de retrouver la force, la mobilisation de la première génération des plans de rénovation urbaine, c'est ce à quoi je me suis engagé en campagne et ce à quoi le ministre Jacques MEZARD et son secrétaire d'Etat Julien DENORMANDIE, justement, vont s'atteler. L'Etat sera au rendez-vous des engagements budgétaires pour redonner une ambition à l'ANRU, dix milliards d'euros sur les prochaines années, avec une mobilisation de l'Etat, la mobilisation d'Action logement, et la mobilisation des bailleurs sociaux, et je sais que dans les prochaines semaines et les prochains mois, la négociation que j'ai demandée au gouvernement avec les bailleurs, l'ensemble des familles de bailleurs, les élus locaux, permettra d'apaiser la situation et de trouver la solution intelligente qui permettra de faire les bonnes économies en gardant l'ambition des projets de construction et en préservant les ambitions dont nos territoires ont besoin et que portent les bailleurs sociaux.

L'ANRU est ce qui permet de démultiplier l'action de l'Etat et de l'ensemble de ses partenaires, cette nouvelle génération, cette nouvelle ambition, c'est celle que j'attends de l'équipe de l'ANRU, je veux, ici, avoir un mot de remerciement pour François PUPPONI qui, durant ces dernières années, a porté, avec beaucoup de courage, de détermination, la présidence de l'ANRU. Je veux avoir un mot de remerciement pour son directeur général, qui, lui, ne bouge pas et poursuit son travail, et féliciter le nouveau président, Olivier KLEIN, qui

aura à cœur de conduire justement ces projets, de porter cette nouvelle ambition, et de développer ce nouveau temps fort de mobilisation de l'ANRU, il en connaît toutes les vertus sur son territoire de Clichy, nous étions hier à Clichy-Montfermeil, et il aura par cette présidence à mobiliser l'ensemble des acteurs.

Cette architecture de la rénovation urbaine, cette volonté que vous avez voulue et portée, cher Jean-Louis, il y a plusieurs années, c'est celle qui permet, avec les acteurs de terrain, avec les associations, par un dialogue permanent, qui prend du temps, que les élus tressent sur le terrain, avec les centres communaux d'action sociale, avec les associations de quartiers, les comités, de redonner une perspective, un espoir et de reconstruire la ville belle, parce que le rôle de l'Etat, c'est aussi de redonner cette dignité au quotidien, qui consiste à avoir un environnement beau, digne de sa vie, qui donne ce sentiment d'appartenance, parce que, on vit justement dans un espace au quotidien qui correspond à ce qu'on souhaite pour soi, avoir une vie (sic), une ville, pardon, mais aussi une vie, belle, ça n'est pas un luxe, ça n'est pas quelque chose qui doit être réservé aux plus fortunés, c'est l'indispensable condition pour pouvoir parfois retrouver une dignité, respecter son environnement, se retrouver comme un citoyen de la République à part entière.

Alors ces projets prennent du temps, on le sait, ce sont des opérations qui durent plusieurs années, parfois dix ans, mais c'est cette ambition avec laquelle nous voulons renouer, en mobilisant tous les acteurs qui la portent, et c'est aussi pour cela que je souhaite que nous puissions avoir une politique plus fine, plus exigeante sur le terrain, qui évite dans ces quartiers, où nous rénovons, où nous investissons, de concentrer les difficultés, et toujours les mêmes publics, en particulier ceux qui sont éligibles au DALO. C'est tout le sens du plan Logement, d'abord, que j'ai annoncé, il y a quelques semaines, qui, par une politique différenciée, par justement la volonté de créer des solutions plus innovantes, de mettre les moyens dans tous les quartiers, évite d'avoir les publics les plus en difficulté qui viennent se rajouter aux quartiers les plus en difficulté.

Cette politique – vous l'avez compris – d'un retour de l'Etat, elle mobilisera les associations, les régies, les centres communaux d'action sociale, et elle suppose d'être claire, c'est à dire aussi de se doter d'indicateurs, et je souhaite que dans cette mobilisation nationale, nous puissions définir ensemble, d'ici le mois de février prochain, les quelques indicateurs que nous décidons de suivre, en les rendant publics sur Internet et dans la communication quotidienne, pour pouvoir suivre là où l'Etat manque au rendez-vous, parce que, il y a beaucoup d'endroits où. on le sait bien. nous ne sommes pas au rendez-vous. des postes d'enseignants créés. des

ce, on ne sait rien, nous ne sommes pas de rendez-vous, des postes d'enseignants creux, des bureaux de Poste fermés, des médecins présents, si c'est suivi, la pression du terrain est là, la stigmatisation existe.

Donc je veux des indicateurs avec un suivi et une transparence, c'est ce que nous devons aux habitants des quartiers, mais je veux derrière aussi une évaluation, parce que, bien souvent, en n'évaluant pas notre action collective, eh bien, l'Etat a financé des acteurs de terrain qui n'étaient pas les bons, dans combien de communes nous avons financé pendant des années et des années des associations qu'on disait formidables, pour découvrir qu'elles font partie de celles que je dénonçais tout à l'heure, et qu'elles conduisaient à détourner nos plus jeunes de la République, à transformer une religion en un discours de haine et de repli, nous l'avons fait ça aussi, parce que nous n'avons pas évalué.

Et donc transparence par des indicateurs, transparence par une évaluation des crédits que nous investissons, et une exigence à l'égard de tous nos partenaires. Mais il y a une chose qui accompagnera chaque jour le retour de l'Etat dans nos quartiers, c'est la considération, ce que j'ai voulu montrer par un travail que nous avons fait ensemble, à plusieurs, depuis 24 heures, c'est que la politique de la ville, ça ne peut pas simplement être un dispositif, là, tant d'argent public là, d'abord, parce que les habitants des quartiers, ils ne veulent pas d'argent public, ils veulent le plein accès à la République, mais c'est la considération des dirigeants publics, c'est de passer du temps, c'est d'écouter, c'est de respecter, c'est de construire ensemble ; c'est pourquoi durant les cinq années qui viennent, il y a une chose que la République, constamment, vous donnera, c'est cette considération, et ça, j'en suis le garant, j'en suis le garant. Il n'y aura pas des réponses miracles sur tout, il y aura parfois des ratés, il y aura sans doute des impatiences, elles sont légitimes, mais je veux qu'à chaque instant, il y ait la légitime considération que nous devons à celles et ceux qui vivent dans les quartiers.

La deuxième priorité, et le deuxième socle de cette politique et de cette ambition que nous voulons porter, c'est la fin de l'assignation à résidence, c'est cette politique de mobilité que j'évoquais, parce que nos jeunes, comme nos moins jeunes, ils veulent pouvoir bouger, ils veulent accéder, ils veulent sortir de la condition où ils sont nés, où ils sont parfois enfermés, parce qu'ils veulent pouvoir accéder à la culture ; tout à l'heure, une maman dans le centre communal d'action sociale de Tourcoing, dans une situation la plus difficile, avec un enfant handicapé, n'ayant pas de travail, elle pleurait en me parlant de quoi ? De l'accès à un musée, de la volonté d'avoir le droit comme un autre citoyen de se déplacer vers un lieu de culture, qui lui permette de se sortir de son quotidien, d'avoir, là aussi, accès au beau.

Cette politique d'émancipation, c'est d'abord le plein respect de la promesse républicaine, mais c'est le deuxième axe de la politique que je veux que nous voulions ensemble construire pour nos quartiers, elle passe d'abord et avant tout par l'école. J'ai l'impression, quand j'entends les commentaires, qui voudraient que je vienne annoncer aujourd'hui une grande politique pour la ville, comme si elle devait tomber d'en haut, qu'ils ont oublié ce que le gouvernement d'Edouard PHILIPPE, et en particulier le ministre de l'Education nationale, a fait dès les premiers jours, nous avons – ce qui est inédit – tenu un engagement, multiple, qui touche avant tout les quartiers les plus en difficulté, le dédoublement des CP s'est fait dès cette rentrée en REP+, il se continuera pour que l'engagement de dédoublement en CP, CE1, en REP et REP+ soit complet dans le quinquennat.

C'est un investissement inédit, mais c'est une politique pour qui ? Ce n'est pas une politique pour les plus favorisés de notre pays ! C'est de la vraie politique éducative pour les plus défavorisés, pour ceux qui sont nés dans un quartier difficile, pour ceux qui n'ont pas la possibilité quand l'école publique commence à aller mal d'avoir des parents qui les mettent dans l'école privée. C'est ça la réalité, c'est ça la vraie politique républicaine d'émancipation par l'école, grâce à la mobilisation des maires, depuis cette rentrée, c'est fait, dans toutes les REP+ en CP, et nous allons le poursuivre. Et nous accompagnerons les collectivités, ce sera intégré dans les programmes ANRU, mais on ne baissera rien de cette ambition, on investira, pour les plus grandes collectivités, pour accompagner les communes les plus importantes et les agglomérations, ce sera dans la contractualisation.

A chaque fois, nous aurons une réponse adaptée. Je veux que nous soyons au rendez-vous de cette exigence. Quand nous avons rouvert les classes bilangues dans l'école publique, c'est bon pour qui ? Vous savez, la première fois, quand j'étais en campagne présidentielle, qu'on m'a parlé d'une classe bilangue, c'est dans un des quartiers les plus difficiles de Montpellier, à côté du Petit Bar, quartier fameux pour les difficultés qu'il a connues, il y a quelques années, c'est une maman voilée qui dirigeait une association de mères d'élèves, qui m'a dit : depuis qu'on a fermé les classes bilangues, les petits blonds du centre-ville ne viennent plus en classe chez nous, ça créait de la mixité, parce qu'il y avait de l'excellence républicaine dans les quartiers les plus en difficulté. L'excellence dans la République, c'est bon pour les quartiers les plus en difficulté de la République, parce que cela crée aussi de l'émancipation par l'école, c'est cet investissement que, dès cette rentrée, nous avons d'ores et déjà fait, et cet effort, il sera poursuivi dans les prochains mois.

Nous l'avons continué par la politique devoirs faits, la politique devoirs faits, qu'est-ce que

c'est ? Si ce n'est une politique qui est bonne pour les jeunes de nos quartiers, pour ceux qui, quand ils rentrent à la maison, il n'y a pas de table pour travailler, ou une atmosphère qui fait qu'on ne peut pas se concentrer, parce qu'il y a trop de bruit, la télévision allumée, ou personne qui ne prenne soin de vous accompagner dans les devoirs.

L'école de la République, désormais, vous permettra, c'est un investissement qui est fait, assumé par le gouvernement, de pouvoir faire les devoirs à l'école. La réforme de l'orientation dès la fin du collège, au lycée et au premier cycle universitaire, annoncée par le Premier ministre et les ministres, il y a quelques jours, elle est pour les jeunes qui viennent des quartiers, quand vous venez d'une famille où tout va bien, vous trouvez très facilement votre stage de 3ème, vous savez très bien où il faut aller travailler ensuite, vous savez à quelle filière universitaire il faut vous inscrire, vos parents vous conseillent ou les amis de vos parents, vous avez un réseau, vous avez quelque chose qui n'est pas un instrument, qui ne se construit pas par décret, vous avez ce tissu informel qui vous lie au reste de la société et à la réussite. On ne peut pas remplacer totalement cela, mais on peut avoir une politique beaucoup plus volontariste pour le corriger, en ayant une politique qui, dès la 3ème, remet de l'orientation en aidant à obtenir le stage. Plusieurs régions le font, comme la région des Hauts-de-France, nous allons le généraliser pour que, partout, dans les collèges, le stage de 3ème soit bien au rendez-vous, et que des solutions soient données aux jeunes pour pouvoir avoir un début d'expérience, ensuite, nous allons remettre tout au long du lycée, une fois par trimestre, les formations universitaires, et le monde de l'entreprise qui viendra expliquer ce qui se passe après le baccalauréat, et puis l'année de terminale sera structurée d'une manière beaucoup plus efficace, où, dans le premier trimestre, on va orienter les élèves vers les formations qui sont possibles.

On ne laissera plus dire à un jeune qui est dans une filière technologique : tout est possible pour toi, c'est formidable, inscris-toi dans n'importe quelle filière universitaire, il n'y a aucune condition préalable pour réussir, c'est faux. Du coup, le jeune s'inscrit, il va perdre un an, deux ans, redoubler, re-redoubler, parce qu'il n'avait pas les savoirs de base pour pouvoir réussir, parce qu'il n'y avait pas eu de vraie orientation. Et donc cette orientation va se construire dès l'année du lycée, avec justement ses deux professeurs principaux, qui permettront de suivre plus finement les élèves, avec un conseil de classe de la fin d'année du mois de décembre, entendons-nous, qui donnera des orientations et quelques contraintes en termes d'orientation, avec une université qui conseillera, et qui dira : si tu veux t'engager sur cette voie, il faut peut-être une année de formation intermédiaire, ou il faut d'abord avoir telle et telle compétence.

On ne laissera pas les gens dans un maquis où c'est le plus faible qui est aujourd'hui la victime. La politique d'orientation, de formation, c'est ce qu'on doit aux jeunes qui viennent des quartiers les plus en difficulté, et donc ces dispositifs, qui sont au cœur justement de la réforme du lycée, du premier cycle universitaire, permettront de répondre à ce défi éducatif et à cette émancipation par l'école, de même qu'il nous faut innover dans certains quartiers difficiles en ré-ouvrant des internats d'excellence et des internats de la République. Il y a des quartiers où c'est difficile de rentrer chez soi, où les jeunes ont besoin d'être plus encadrés pour réussir, et donc nous allons multiplier les internats d'excellence dans les zones les plus rurales, où les déplacements sont un problème, dans les zones les plus urbaines où rentrer à la maison parfois menace la capacité à réussir.

L'émancipation, c'est aussi par la culture, j'étais hier à Clichy-Montfermeil, et nous avons vu cette formidable initiative des Ateliers Médicis, ce sont ces initiatives que nous allons ensemble généraliser, cela fera partie des priorités portées par l'ANRU, en cohérence justement avec la rénovation urbaine, ça fera partie aussi des priorités portées par la ministre de la Culture. L'un des engagements que j'ai pris en campagne, et qui concerne au premier titre les quartiers, c'est l'ouverture des bibliothèques, l'Etat accompagnera toutes les communes qui sont prêtes à ouvrir en soirée et le week-end les bibliothèques, il y a des tas d'endroits dans nos quartiers où il est pertinent d'ouvrir plus tard, d'ouvrir le week-end, là où les familles ne peuvent pas avoir accès à la bibliothèque, parce qu'elles partent tôt et reviennent tard en semaine, parce que souvent, le samedi est tout entier mangé, par, soit le travail, soit le quotidien, qui n'a pu être fait durant le reste de la semaine, ouvrir les bibliothèques le dimanche ou plus tard le soir, c'est la condition pour y accéder, c'est la condition pour accéder à la culture. Et donc partout où les collectivités le jugeront nécessaire, nous les accompagneront en finançant ces ouvertures complémentaires. Il faut agir pour ceux pour qui la culture n'est pas la terre natale, il faut agir pour que la culture cesse d'être réservée à une petite partie de la population, et c'est tout le cœur de la démarche menée par les ministres pour l'éducation artistique et culturelle à l'école.

La rentrée s'est faite en musique, ça n'est pas une anecdote, ça n'est pas quelque chose d'innocent, c'est une initiative qui s'est voulue générale sur le territoire, pour parfois donner leur première expérience à des enfants pour qui la musique était réservée à certains. Et donc l'émancipation par la culture est un élément indispensable de la politique que nous devons conduire dans les villes, nous l'avons vue hier de manière formidable avec l'initiative conduite

par l'Opéra de Lille, qui accompagne des plus jeunes en les amenant à l'Opéra, en les tormant par le chant ; les grandes institutions culturelles restent aussi massivement des institutions de centre-ville ou d'immédiats de périphéries, leur rôle national est reconnu, mais nous les mobilisons insuffisamment pour qu'elles aident justement les plus jeunes des quartiers qui leur sont proches.

Nous devons partout encourager ces institutions à participer à des programmes d'émancipation par la culture, de mobilisation par la culture, comme les Ateliers Médicis, et c'est ce que nous allons, là aussi, développer dans ce grand programme de mobilisation pour la politique de la ville ; c'est aussi dans ces quartiers que le Pass Culture, sur lequel je me suis engagé, a le plus de sens, et les expérimentations qui seront conduites dès la fin 2018 commenceront dans les quartiers en difficulté, et on le sait bien, il y a une partie de notre jeunesse qui n'a pas besoin du Pass Culture pour avoir accès aux contenus culturels, parce qu'elle y est déjà plongée depuis de nombreuses années, et c'est une chose formidable, et c'est une chance pour notre pays. Le Pass Culture, il est indispensable pour les plus jeunes pour qui la culture est une notion étrangère, mais où la barrière financière, pour accéder aux livres qu'on voudrait avoir, aux concerts où on voudrait aller, à la pièce de théâtre où on voudrait se rendre, est un vrai impossible ainsi érigé. C'est donc dans ces quartiers que nous commencerons à le mettre en œuvre.

L'émancipation et la mobilité, cela passe aussi par le sport, et le travail formidable conduit par aussi bien les collectivités que les associations, qui seront donc encouragées dans ce plan de mobilisation, avec un engagement de l'Etat pour pérenniser les actions qui sont évaluées comme les plus efficaces, plus pérennes et qui permettent, pour les publics les plus en difficulté, de revenir vers, pour les uns, les études, comme Sport dans la ville, ou pour pérenniser des emplois d'éducateurs, d'accompagnateurs qui sont indispensables.

L'autre grande clé de l'émancipation, bien évidemment, c'est l'emploi, toute la politique de l'emploi conduite par le gouvernement est bonne pour les quartiers, en particulier, les plus en difficulté. Quand la politique de l'emploi ne marche plus, je vous le disais tout à l'heure, elle a une principale victime, ce sont les quartiers où toutes les difficultés sont concentrées, et donc dynamiser le marché de l'emploi par une vraie réforme de notre marché du travail, par un investissement dans notre économie et dans les compétences, c'est œuvrer pour les quartiers qui sont les plus en difficulté, aussi, la politique d'investissement dans la formation et les compétences touchera prioritairement les quartiers de la politique de la ville, c'est ce que nous avons voulu à travers la démultiplication de la Garantie Jeunes, qui est une bonne politique, et

à travers aussi une politique de formation massive des chômeurs de longue durée et des personnes les moins qualifiées.

Dans ces territoires, qui ont eu à vivre des chocs industriels, pendant longtemps, nous avons cru qu'il fallait aider simplement le territoire et apporter une subvention aux personnes, elles sont restées pendant des décennies au chômage, puis, aux minima sociaux, la clé, c'est d'être reformer, la bonne protection dans un monde en changement, c'est d'être requalifié pour accéder à un emploi durable, qui a un avenir sur nos territoires, on le voit ici, il y a des emplois dans le numérique, il y a des emplois dans le service aux personnes âgées, comme aux publics les plus en difficulté, il y a un emploi dans l'économie circulaire, simplement, il faut former les gens pour cela.

Et ce sont des formations qui prennent parfois un à deux ans, nous n'investissons pas jusqu'alors sur les chômeurs ou les personnes les plus en difficulté pour leur apporter ces formations. Le plan de 15 milliards d'euros, ainsi que la réforme conduite par le gouvernement qui sera achevée au printemps prochain, c'est la garantie de cette politique d'émancipation, c'est une politique qui permettra d'investir ces 15 milliards sur les 2 millions de Françaises et de Français qui sont les plus fragiles, les plus en difficulté, les moins qualifiés. Ça n'est pas une politique d'aide, ça n'est pas des crédits publics pour maintenir dans la précarité, c'est une politique d'investissement dans les personnes, c'est la vraie sécurité dans une société du changement. Et je veux aussi que nous changions notre conception profonde du rapport que nous avons à l'emploi dans les quartiers les plus en difficulté.

J'entends les messages qui m'ont été livrés sur les contrats aidés, il y a des publics très en difficulté, il y a des quartiers très en difficulté, il y a quelques priorités que j'ai déjà évoqués où nous maintiendrons les emplois aidés au niveau de 200.000. Mais il n'est pas sain selon les cycles électoraux de monter à 500.000 ou 600.000 les emplois aidés en les plaçant comme des petits pains auprès des collectivités ou des maires pour arranger les chiffres du moment et nous expliquer que ce serait l'alpha et l'oméga de la politique de l'emploi ! Un contrat aidé c'est un contrat à court terme subventionné par l'Etat, un contrat aidé ce n'est pas la bonne solution quand il n'y a pas une formation à la clé qui permet de trouver un emploi ! Qui veut un contrat aidé ? Que ceux qui les défendent les prennent, ils n'en voudraient pas pour eux-mêmes ! Ils ne veulent pas un contrat d'un an où on tremble à la fin de chaque année pour savoir si on nous le redonnera, où il n'y a pas de qualification à la fin du contrat aidé, enfin ! Et que tous ceux qui la main sur le cœur se font les grands défenseurs des quartiers les plus en difficulté viennent m'expliquer que les contrats aidés c'est la solution dont on a toujours

rêvé ! Mais qu'ils les prennent les contrats aidés, ils n'en voudraient pas pour eux-mêmes !

Ce que nous faisons c'est un investissement en profondeur bien supérieur à l'économie faite sur les contrats aidés qui consiste à respecter les femmes et les hommes en les formant, non pas en leur promettant un contrat à la petite semaine qui est sans avenir mais en leur proposant une formation, une qualification, ce dont ils ont le droit et ce dont nous avons besoin si nous voulons véritablement éradiquer le chômage dans notre pays. C'est donc ça le cœur de la politique de l'emploi du gouvernement et elle s'accompagnera d'une transformation en profondeur de l'apprentissage et de l'organisation de l'apprentissage.

Plusieurs régions, et je veux saluer une fois encore le travail ici de Xavier BERTRAND qui dès son élection s'est saisi de ce sujet, l'apprentissage ici est en train de refonctionner et donc tout ce qui fonctionne évidemment nous l'encouragerons, le démultiplierons. Mais nous devons réformer l'organisation de l'apprentissage dans notre pays en mettant davantage les branches professionnelles au cœur de l'organisation de celui-ci, en mettant davantage d'apprentissage au cœur du lycée professionnel, en simplifiant les règles qui font que beaucoup d'employeurs n'ont pas accès, ne veulent pas prendre des apprentis parce qu'ils considèrent que les règles sont trop compliquées pour eux, que les règles sinon sont trop instables, que les contraintes entre 16 et 18 ans ne correspondent pas à la réalité de leur quotidien. Simplification des règles, remise au cœur de la gouvernance des branches professionnelles, stabilité des règles fiscales, sociales et organisationnelles seront ainsi définies à l'issue de la négociation menée par la ministre du Travail et le ministre de l'Education nationale pour en début d'année prochaine porter une loi qui donnera le cadre pour le quinquennat. Je suis convaincu que nous n'aurons pas à rougir de celle-ci, je me suis bien gardé de donner des grands chiffres comme objectif mais je sais qu'il y a une attente, il y a un besoin et cela participe de ce volontarisme que nous devons avoir pour les plus jeunes. Mais je sais qu'au-delà de cette politique de l'Etat, des collectivités il y a aussi tout ce que les parrains bénévoles, cadres dans les petites et grandes entreprises font dans nos quartiers. Le travail des associations, « Nos quartiers ont du talent » et beaucoup d'autres, est indispensable pour réussir. Avec l'apprentissage, le parrainage doit devenir un pilier de la politique de l'emploi des jeunes en France. Nous souhaitons ainsi, cette fois-ci je le cite parce que c'est leur, celui de l'association, atteindre l'objectif ambitieux de 100.000 jeunes parrainés d'ici juin 2022 grâce à la mobilisation de toutes les associations à l'instar de « Nos quartiers ont du talent » dont je salue le président, Yazid CHIR, parmi nous. L'Etat sera aux côtés des acteurs volontaires pour faciliter leurs actions, je pense que cet objectif peut être atteint et l'Etat fera

volontaires pour faciliter leurs actions, je pense que cet objectif peut être atteint et l'Etat fera tout à vos côtés pour l'atteindre.

Apprentissage, formation, insertion, politique de parrainage, c'est ce dont nous avons besoin pour permettre cette politique d'émancipation par l'emploi pour éviter cette assignation à résidence que je dénonçais.

Cela sera complété par un dispositif nouveau porté par le député Aurélien TACHE ici présent et qui fait partie des objectifs de campagne que j'avais également fixés qui est l'objectif des emplois francs. De quoi s'agit-il quand on parle des emplois francs ? C'est de se dire, et c'est le pendant indispensable de la lutte contre la discrimination, quand une entreprise prend en CDD de plus de 6 mois ou en CDI une personne qui vient d'un quartier politique de la ville et qui cherche un emploi, on encourage l'entreprise. Ce n'est donc pas une politique qui consiste à dire on aide simplement l'endroit, non, on aide les personnes et on les aide pour être mobiles, pour aller réussir dans leur quartier ou ailleurs mais accéder à un emploi stable.

Ça a été plusieurs fois tenté et ça a échoué, pourquoi ? Parce qu'on a été trop compliqué, on a mis trop de règles, trop de contraintes, trop de critères qui étaient inatteignables, ce qui fait que ça a assez bien marché, ça n'a pas coûté très cher, ça n'a pas coûté très cher parce qu'il y a peu de gens qui étaient éligibles aux critères. Il se trouve que dans une vie antérieure j'ai été fonctionnaire à Bercy, je sais très bien comment on arrive à ces résultats. Donc là, c'est simple, les critères je vais les donner et ils seront clairs pour tout le monde. Tous les demandeurs d'emploi, pas de critère d'âge et l'accès à un CDI ou à un CDD de plus de six mois, il n'y aura pas d'autre critère que cela. Et pour tous ceux qui sont dans cette situation et qui sont dans les quartiers politique de la ville leur employeur sera aidé de 5.000 euros par an sur trois ans pour le CDI et 2.500 euros par an sur deux ans pour le CDD de plus de six mois. Donc les règles sont claires, elles sont simples et elles ne seront pas complexifiées.

Mais derrière nous devons là aussi démultiplier ce dispositif et l'évaluer, nous avons donc débloqué les crédits pour permettre à près d'un quart des quartiers politique de la ville de bénéficier de ce dispositif. Dix territoires seront mobilisés dès le 1er janvier prochain pour bénéficier de ce dispositif. Les habitants issus des quartiers politique de la ville du département de Seine-Saint-Denis, des agglomérations de Val-de-France et de Cergy-Pontoise dans le Val-d'Oise, du territoire Grand Paris Sud englobant Grigny et Evry dans l'Essonne, de l'agglomération d'Angers, de la métropole de Marseille mais aussi de votre territoire [la métropole de Lille], Mesdames et Messieurs les Elus, seront éligibles au dispositif dès le 1er janvier prochain. Donc vous pourrez faire partie de l'expérimentation et donc dès le 1er

janvier prochain ce sera ouvert sans critère d'âge pour tous ceux qui sont dans ces conditions.

Nous l'évaluerons, je pense que ce sera un succès, je pense donc que ça coûtera sans doute plus cher que ce qui avait été à un moment donné évalué mais je pense que c'est un investissement utile parce qu'il active derrière de l'emploi stable, de l'emploi durable, une entrée véritablement dans l'emploi pour les jeunes comme les moins jeunes puisqu'il n'y a pas de critère d'âge sur l'ensemble des territoires qui sont évoqués.

Nous favoriserons enfin l'accès à l'entrepreneuriat dans les quartiers qui ont trop souvent été freinés par de multiples contraintes. Nos quartiers ont du talent comme le dit l'association mais ils sont aussi entrepreneurs. Le premier département d'entrepreneurs de France c'est la Seine-Saint-Denis, on en parle quand on évoque les émeutes mais c'est un département, nous y étions hier, où il y a des infrastructures de rang mondial avec le premier stade français, des aéroports et le plus de créations d'entreprises par an en France. Regardons les choses un peu ainsi, ayons cette conversion du regard mais favorisons cet entrepreneuriat en aidant à le développer.

C'est pourquoi je veux que nous restructurions l'Agence France Entrepreneur qui doit être la porte d'entrée unique pour accompagner les entrepreneurs des quartiers. Cela doit faire partie de ce plan de mobilisation, notre ambition est d'en faire une véritable banque publique d'investissement dans les quartiers pour accompagner celles et ceux qui souhaitent investir, créer, innover sur la durée. En simplifiant les procédures, en les accompagnant avec les associations qui parfois font de manière remarquable ce travail, en les aidant à accéder au financement dont ils ont besoin, microcrédit ou début de financement bancaire indispensable pour démultiplier leur effort et ensuite aller vers un projet personnel et une réussite entrepreneuriale.

Il y a bien sûr des échecs et beaucoup de ces entrepreneurs ne parviennent pas mais c'est une expérience et un entrepreneur qui échoue est un entrepreneur qui a appris et une société qui veut réussir par la mobilité économique et sociale doit accepter aussi qu'on trébuche et il faut dédramatiser l'échec des entrepreneurs en particulier dans les quartiers ! Ce n'est pas parce qu'un entrepreneur a échoué une fois qu'il faut le stigmatiser à vie ! Je me félicite qu'il y a quelques années nous ayons supprimé le fameux indicateur O40 de la BANQUE DE FRANCE. C'est dans cette politique que nous continuerons à aller qui permet de lever les stigmates terribles lorsqu'on est un entrepreneur des quartiers et qu'on a échoué une fois. Aller plus loin c'est aussi décider d'encourager comme vous le faites remarquablement ici, et je vous en félicite, les startups essaimées dans les quartiers les plus en difficulté.

A ce titre, le programme French Tech Diversité permet à des entrepreneurs issus des quartiers politique de la ville ou bien boursiers ou anciens boursiers ou encore bénéficiaires des minima sociaux et autodidactes de se voir financer un an dans un incubateur French Tech et de bénéficier d'une aide directe de 45.000 euros. La première promotion de 35 entreprises a été sélectionnée parmi 270 dossiers il y a quelques semaines, nous allons la démultiplier, la généraliser partout en France en 2018, elle n'était que pour l'Île-de-France cette année, la généraliser c'est permettre justement cette réussite de la diversité. Mais là aussi n'y voyez pas qu'une politique sociale comme certains voudraient le voir, c'est une vraie politique économique, une vraie, parce que l'innovation, l'inventivité, l'énergie elle est dans les quartiers et donc il faut simplement la reconnaître et l'aider à survenir plus vite parce que les contraintes sont plus importantes. Aux Etats-Unis, deux tiers de ce qu'on appelle les licornes, les entreprises qui ont dépassé le milliard d'euros, elles sont faites par des Américains issus de l'immigration. Education, culture, formation, emploi, accès à l'entreprise, c'est cela cette mobilité que je veux pour nos quartiers et qui bien évidemment va avec la mobilité physique, qui requiert un investissement important et un engagement de l'Etat et des collectivités dans une politique d'infrastructures de nos territoires adaptée.

Je l'ai dit, j'ai souhaité qu'on remette là aussi sur le métier de manière claire les engagements en termes d'infrastructures de transport, pourquoi ? Parce qu'il y avait 10 milliards d'euros d'infrastructures de transport non financés, des engagements pris partout sur le territoire sans financement en face. C'est l'objectif même de ces Assises du transport lancées par la ministre et qui dans quelques semaines rendront leurs conclusions. Mais au cœur de ces assises il y a une philosophie que j'ai définie dès le mois de juillet dernier, celle de remettre la mobilité du quotidien, c'est-à-dire de désenclaver les quartiers les plus en difficulté, de rénover les lignes de bus, de métro, de tramway parfois devenues très vétustes qui rendent impossible la vie des habitants de nos quartiers les plus en difficulté.

Et donc ces assises permettront aussi d'avoir une vraie ambition de mobilité pour nos quartiers avec la clarification budgétaire et un échéancier pour l'ensemble des quartiers concernés par la politique de la ville qui permet cette mobilité physique, réelle de nos concitoyens mais qui doit s'accompagner aussi d'une véritable innovation, on doit sur le terrain encourager parfois des solutions pragmatiques. Le transport en bus électrique, les transports en autocar qui sont aujourd'hui ouverts et qui sont une réponse parfois au désenclavement sur le terrain. D'ici six mois un plan national pour le permis de conduire sera parachevé qui permettra au-delà des initiatives prises par certaines communes ou certaines

personnes qui permettra de voir des initiatives prises par certaines communes ou certaines régions de financer pour tous les jeunes des quartiers politique de la ville le code et le permis de conduire. La mobilité c'est aussi pour un jeune lorsqu'il a un diplôme dans un quartier politique de la ville de pouvoir aller chercher un emploi ou répondre à un entretien d'embauche. Cette politique est possible, elle consiste simplement à faire quoi ? Simplifier certaines procédures, accepter de les financer et accompagner les collectivités qui se sont engagées dans celles-ci. Pour les jeunes des quartiers politique de la ville cet engagement sera tenu et le plan présenté d'ici six mois.

Vous l'avez compris, pour réussir ce défi c'est une mobilisation de tous et toutes à laquelle il faut parvenir et pour réussir sur ces deux priorités, restaurer la République et parvenir à l'émancipation, la mobilité des personnes l'Etat sera au rendez-vous avec des engagements financiers, les collectivités locales par la visibilité que nous leur donnerons et l'engagement que j'attends d'elles.

Et l'ensemble des acteurs, les associations jouent un rôle fondamental, nous les encouragerons, par une plateforme d'associations et un accélérateur des associations qui sera développé d'ici à la fin de l'année. L'idée est non pas de se substituer au travail que font les associations mais pour beaucoup d'entre elles de passer à l'échelle ce qui est fait localement. Cet accélérateur d'associations conduira à avoir une plateforme unique mettant en ligne les bonnes initiatives et permettant d'apporter le financement pour les démultiplier dans tous les territoires où elles sont pertinentes, de les évaluer, d'arrêter les financements sur celles qui ne marchent pas mais de pouvoir mutualiser les bonnes pratiques. Je veux que nous puissions passer à l'échelle le travail de certaines associations locales qui ont des réponses pragmatiques, qui font parfois mieux que les pouvoirs publics et où notre rôle doit être d'apporter financement et évaluation. C'est cette réponse concrète, pragmatique que nous devons apporter.

Avec enfin une méthode que je veux un peu différente, vous l'avez compris, ce que je suis venu partager avec vous ce sont des convictions profondes, intimes, personnelles, nourries des échanges que j'ai eus avec plusieurs d'entre vous et avec une volonté de faire que j'ai vu partout sur le territoire et je sais que c'est cela que porte aussi les ministres du gouvernement d'Edouard PHILIPPE. La méthode sera simple, au-delà des engagements de court terme que j'ai pris et qui sont dans les textes budgétaires en cours de négociation ou qui arriveront dans les prochains jours, c'est celle d'abord d'une véritable mobilisation nationale.

Cette mobilisation nationale doit en quelque sorte finaliser un plan de bataille structuré. Les

ministres auront à la construire et je veux remercier Jean-Louis BORLOO d'avoir accepté de remettre les gants pour aider à la bataille. Je lui fais confiance, je sais son énergie, les ministres aussi, donc dans la mobilisation nationale on aura aussi besoin de son énergie, de tous les signataires de Grigny, de toutes les associations, de tous les élus ici présents, c'est ce plan de bataille que nous devons construire pour finaliser d'ici fin février un véritable plan de marche.

A côté de cela, je m'engage moi à réunir tous les trois mois à l'Elysée non seulement ceux qui auront conduit ce travail mais des acteurs multiples de la politique de la ville, des acteurs de terrain, et je vais m'entourer comme je l'ai fait pour d'autres politiques d'un Conseil présidentiel de la ville où il y aura des représentants des quartiers, des femmes et des hommes qui ne sont pas là pour administrer la politique des quartiers parce qu'ils ne sont pas rentrés dans ces administrations mais ils y vivent, ils sont membres d'associations, ils y sont nés, ils ont réussi ou ils sont aujourd'hui à la tête de telle ou telle structure, ils y vivent au quotidien mais sont désengagés. J'aurai une quinzaine d'engagés auprès de moi dans ce Conseil présidentiel de la ville qui suivra un peu l'action faite au quotidien, m'alertera, sera également un relai et participera à ces réunions trimestrielles. Et vous l'avez compris, d'ici février nous aurons le plan de mobilisation général, nous en tirerons des actions concrètes sur le terrain. Tous les trois mois il y aura ces réunions de chantier pour être pragmatique et je veux que nous nous concentrons sur une dizaine de quartiers de ville particulièrement en difficulté pour là avoir des engagements d'ici deux ans.

Sur la plupart des quartiers politique de la ville, et le Conseil national de la ville le sait, qui fait un travail remarquable et qui fera partie de cette initiative, nos engagements sont à 10 ans parce que c'est un travail très long, d'orfèvre, qui suppose de mobiliser tout le monde mais nous avons besoin d'avoir des preuves de concret, de réussite, des transformations tangibles pour que le moral change. C'est pourquoi je veux que nous mettions le maximum de moyens sur quelques dizaines de quartiers particulièrement en difficulté qui concentrent toutes les problématiques. Nous allons les définir et là je vous donne rendez-vous dans deux ans pour avoir des résultats concrets parce que je veux pouvoir en rendre compte durant ce mandat. Je veux qu'on puisse l'évaluer, qu'on puisse corriger, qu'on puisse dire « là ça n'a pas marché mais là ça a réussi » et en tirer toutes les leçons.

Je veux que le visage de nos quartiers ait changé à la fin de ce quinquennat non pas parce qu'on aura atteint tel ou tel chiffre, parce qu'on aura changé la méthode collective, parce qu'on aura redonné de l'énergie à des femmes et des hommes que vous êtes, qui se battent depuis

des décennies sur le terrain, parce qu'on aura réussi pas seulement la rénovation urbaine en quelque sorte mais la rénovation morale, parce que le cœur du défi de civilisation qui est le nôtre, le cœur de la bataille que nous conduisons pour notre République se joue là, dans les quartiers, dans les villes. C'est pour ça que je voulais hier et aujourd'hui être avec vous et passer cette conviction forte. Si à un moment nous sommes bousculés, divisés, fracturés, ce sera dans les quartiers les plus en difficulté parce qu'il y a là notre jeunesse et parce qu'il y a là

30

le cœur des trahisons républicaines. Si nous savons relever notre République, si nous savons lui redonner un cap, tenir les promesses avec parfois les indignations, les impatiences mais le cœur de cet engagement commun ce sera dans les quartiers les plus en difficulté.

Vous l'avez compris, je ne veux pas vous proposer des outils, des mesures, je veux que ce plan de mobilisation générale nous le construisions ensemble, nous l'agissions ensemble parce que c'est cela aussi cette rénovation morale dont nos quartiers ont besoin. Et ce que je veux redonner aux villes, aux quartiers c'est évidemment des résultats, c'est évidemment une République présente, c'est évidemment une mobilité retrouvée pour les personnes quelles qu'elles soient mais c'est une fierté parce que c'est ça la République, c'est d'être fier de porter un message qui est le nôtre, c'est d'être fier de se battre pour elle. Et quand la République est fragilisée, quand les plus jeunes ou les moins jeunes se tournent vers des idéologies mortifères ils le font pourquoi ? Parce que d'autres ont su les faire rêver de manière folle mais parce que nous ne les avons plus rendus fiers ! Vous n'aurez jamais chez moi un discours de commisération pour la ville, un discours en quelque sorte considérant à traiter les quartiers en situation de minorité citoyenne ou sociale, je traiterai toujours les habitants de la ville comme des habitants de la République et les habitants des quartiers comme des citoyens à part entière mais je resterai partout où nous n'avons pas été au rendez-vous, la République elle aussi à part entière.

Je veux que nous réussissions, je veux que nous soyons fiers, et donc pour cela, vous l'avez compris, j'ai besoin de vous, et moi je serai là.

Je vous remercie.